



2007 : crise des *subprimes* aux États-Unis.

Automne 2008 : krach boursier mondial.

2010 : crise de l'euro.

Bruxelles, 21 juillet 2011 : mise en place du 2^{ème} plan de sauvetage de la Grèce (environ 110 milliards sur 3 ans).

Août 2011 : la crise dont les politiques de l'UMPS disaient qu'elle était derrière nous, réapparaît...

En France, la dette et les déficits publics, qui ne cessent de croître, sont depuis plusieurs années déjà au cœur du débat économique, social et politique.



Front national

76 / 78, rue des Suisses
92000 NANTERRE
Tél. 01 41 20 20 00

www.frontnational.com

... 2008... 2011... **DETTE, CRISE, EURO, MONDIALISATION**

LES SOLUTIONS DU FN POUR S'EN **SORTIR**

Le 22 septembre 2007, en visite à Calvi, François Fillon, alors fraîchement nommé Premier ministre, déclarait à une assistance médusée : *« Je suis à la tête d'un État qui est en situation de faillite sur le plan financier, je suis à la tête d'un État qui est depuis 15 ans en déficit chronique, je suis à la tête d'un État qui n'a jamais voté un budget en équilibre depuis 25 ans. Ça ne peut pas durer »*. Et pourtant force est de constater que depuis cette déclaration fracassante (que François Fillon tenta aussitôt de minimiser, précisant quelques heures plus tard qu'il s'agissait là d'une « image »), ni l'Élysée, ni Matignon n'ont cherché à apporter des solutions concrètes et efficaces aux problèmes de la dette et des déficits publics vertigineux.

Près de 4 années plus tard, dans un rapport publié fin juin 2011 portant sur *la situation et les perspectives des finances publiques*, la Cour des comptes enfonce le clou. Page 30 de ce document, cette dernière explique qu'« *En 2007 juste avant la crise, le déficit structurel représentait déjà 3,7% du PIB selon la Commission européenne. Ce niveau est l'héritage de plus de 30 ans d'incapacité à maîtriser les finances publiques* ». On ne saurait être plus clair !

Voilà où nous ont menés 30 ans d'alternance entre la droite et la gauche. La crise de fin 2008 a bien pesé sur le déficit mais de manière conjoncturelle, le fond du problème demeurant, comme le fait justement remarquer la Cour, principalement structurel. En guise de conclusion, la Cour prévient que « *le niveau atteint en 2010 pourrait conduire à une dette publique de 100% du PIB en 2016* » et appelle de ses vœux « *un nouveau modèle économique.* »

Nous allons justement voir que **dette, mondialisation, ultralibéralisme et crise de l'euro** sont si étroitement liés et dépendants, que l'« effet domino » pourrait entraîner la fin d'un système en place depuis des décennies maintenant.

Automne 2008 : Krach boursier début de la fin pour le système ?

Automne 2008 : les grandes places boursières dans le monde s'affolent puis s'effondrent (conséquence directe de la crise dite des *subprimes* de 2006 aux États-Unis – prêts immobiliers accordés à des ménages non-solvables), les actions des grandes entreprises chutent de manière spectaculaire entraînant des pertes considérables. Plusieurs banques en situation d'insolvabilité font même faillite (Lehman Brothers...). **États, banques, entreprises et particuliers se retrouvent dans la tourmente.**

Les États sont alors **contraints de sauver plusieurs banques privées** (recapitalisation afin de limiter les risques d'insolvabilité), s'endettant alors très lourdement (explosion de la dette publique en Islande, en Irlande...). Le resserrement des conditions de crédits (taux plus élevés, les critères de sélection des emprunteurs sont revus...) entraîne une baisse de la consommation des ménages ainsi qu'un ralentissement de l'investissement des entreprises. La croissance chute, le chômage explose dans la zone euro notamment (en 2009, l'Espagne compte à elle seule la moitié des licenciements constatés dans l'UE avec la destruction d'1,8 million d'emplois), **c'est la récession.**

La réaction des politiques de l'UMPS est consternante. D'abord, **ils n'avaient rien vu venir et font mine de découvrir ce qu'est la spéculation, ce que sont les bonus.** Du chef de l'État au Gouvernement en passant par les éléphants du PS, on préconise une meilleure régulation du système bancaire et... des plans de relance !

Le 25 septembre 2008, à Toulon, Nicolas Sarkozy analysait, lui, à sa manière, les causes et conséquences de la crise qui secouait l'économie mondiale. **Morceaux choisis.**

*« Dire la vérité aux Français, c'est leur dire que la crise n'est pas finie, que ses conséquences seront durables, que la France est **trop engagée dans l'économie mondiale** pour que l'on puisse penser un instant qu'elle pourrait être à l'abri des événements qui sont en train de bouleverser le monde ». Un moment de lucidité ?*

*« Dire la vérité aux Français, c'est leur dire d'abord la vérité sur la crise financière. Parce que cette crise, sans équivalent depuis les années 30, marque la fin d'un monde qui s'était construit sur la chute du Mur de Berlin et la fin de la guerre froide. Il avait été porté par un grand rêve de liberté et de prospérité. La génération qui avait vaincu le communisme avait rêvé d'un monde, où la Démocratie et le marché résoudraient tous les problèmes de l'humanité. Elle avait **rêvé d'une mondialisation heureuse** qui vaincrait la pauvreté et la guerre. Ce rêve a commencé à devenir réalité : **les frontières se sont ouvertes**, des millions d'hommes ont été arrachés à la misère, mais le rêve s'est brisé sur le retour des fondamentalismes religieux, des nationalismes, des revendications identitaires, sur le terrorisme, les dumpings, les délocalisations, les dérives de la finance globale, les risques écologiques, l'épuisement annoncé des ressources naturelles, les émeutes et la faim ».*

Ou quand **Sarkozy se prend pour Martin Luther King** (*I Have a Dream* - « J'ai fait un rêve... »). La « *mondialisation heureuse qui vaincrait la pauvreté et la guerre* », il fallait oser ! Les guerres sont pourtant toujours là (et Sarkozy y participe - Afghanistan, Lybie...) et la pauvreté aussi (en France **on comptait en 2009, 8,2 millions de personne qui vivaient sous le seuil de pauvreté** - 13,5% de la population survivent avec moins de 954 €/mois - toujours selon une récente étude de l'INSEE, 6,1 millions de travailleurs touchent moins de 750 € par mois). Quant à mettre dans le même sac les nationalismes, les dumpings, les délocalisations et les dérives de la finance globale, il fallait bien un

N. Sarkozy pour tenter un tel assemblage !

« Pendant plusieurs décennies on a créé les conditions dans lesquelles **l'industrie se trouvait soumise à la logique de la rentabilité financière à court terme**. On a caché les risques toujours plus grands qu'on était obligé de prendre pour obtenir des rendements de plus en plus exorbitants. **On a financé le spéculateur plutôt que l'entrepreneur**. On a laissé sans aucun contrôle les agences de notation et les fonds spéculatifs... C'était une folie dont le prix se paie aujourd'hui ». Remarquons ici l'utilisation du « on », pronom impersonnel. N. Sarkozy, président de la République, adepte forcené de la mondialisation, de l'euro, se décharge de fait de toute responsabilité. La crise, c'est la faute à « on » ! ¹.

« Si l'on veut reconstruire un système financier viable, **la moralisation du capitalisme financier demeure une priorité** »... On a vu ce qu'il en était depuis !

« C'est encore plus vrai dans la finance que partout ailleurs. Comment admettre que tant d'opérateurs financiers s'en tirent à bon compte alors que pendant des années ils se sont enrichis en menant tout le système financier à la faillite ? **Les responsabilités doivent être recherchées et les responsables de ce naufrage au moins sanctionnés financièrement**. L'impunité serait immorale. On ne peut pas se contenter de faire payer les actionnaires, les clients et les salariés les plus modestes en exonérant les principaux responsables. Qui pourrait accepter une telle injustice ? ». Quel cynisme de la part du chef de l'État qui sait pertinemment que ni les opérateurs financiers, ni les politiques d'ailleurs, ne seront « sanctionnés » dans cette affaire ! **Seul le peuple trinquera...**

« Je suis convaincu que le mal est profond et qu'**il faut remettre à plat tout le système financier et monétaire mondial**, comme on le fit à Bretton Woods après la seconde Guerre mondiale, afin de créer les outils d'une **régulation mondiale** que la globalisation et la mondialisation des échanges rendent désormais nécessaires ». N. Sarkozy est pour une fois très clair, **il demeure un fervent adepte de la mondialisation et de l'ultralibéralisme...** idéologies qui sont à l'origine de la crise de 2008 !

« **Il faut tirer les leçons de la crise pour qu'elle ne reproduise pas**. Nous venons de passer à deux doigts de la catastrophe, on ne peut pas prendre le risque de recommencer »...

Août 2011... Rebelote...

Nouvelle crise ou plus exactement « [...] **"re-crise" du système d'une ampleur sans précédent dans l'histoire** » comme l'a indiqué Marine Le Pen lors d'une conférence de presse tenue le 11 août 2011 ².

Chute des bourses mondiales et panique générale à la tête de l'État ! Sarkozy rentre de vacances en catastrophe pour tenir une réunion « *de travail sur la situation économique et financière* » selon un communiqué de l'Élysée.

À quoi devons-nous nous attendre de la part du chef de l'État ? Comme en 2008 : **à rien**. Sarkozy et son Gouvernement n'ont pas échoué, **ils n'ont rien fait par idéologie** et c'est bien là le pire...

Le FN, lui, avait vu juste. Ainsi, pour notre présidente Marine Le Pen « [...] depuis 2008 : nos analyses nous ont toujours laissé penser que la crise n'était malheureusement pas terminée, et que les plus

grosses difficultés étaient encore devant nous. Contrairement au Gouvernement, contrairement à Nicolas Sarkozy et à Christine Lagarde, nous n'avons jamais joué le mensonge, la manipulation par un optimisme irresponsable et faux. Nous avons estimé que notre devoir était d'être le plus proche possible de la réalité et de dire la vérité à nos compatriotes ».

Le pouvoir a menti et continue de mentir au peuple et pour cause. Henry Ford (1863-1947), fondateur de la marque automobile, ne disait-il pas : « *Il est une chance que les gens de la nation ne comprennent pas notre système bancaire et monétaire, parce que si tel était le cas, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin* ». Cette citation s'applique évidemment aussi au peuple français !

Depuis la crise de 2008 et contrairement aux déclarations des tenants du système, il n'y a pas eu de reprise, ni de "sortie du tunnel" en vue. La crise est non seulement financière, sociale, bancaire, économique, elle est aussi politique.

Sarkozy ne fera rien parce qu'il est un pur produit du système, de l'idéologie ambiante et dominante : l'ultralibéralisme. L'économie n'est plus au service de l'homme, l'économie devient virtuelle, les marchés font la loi, fixent leurs propres règles. C'est aussi le règne d'une hyper-caste au dessus des lois, des États, des politiques et bien entendu des peuples !

Outil de l'ultralibéralisme : l'euro (mis en circulation le 1^{er} janvier 2002). La monnaie unique qui devait, souvenez-vous, générer richesse et prospérité, a en fait **plombé notre économie** (l'euro est plus cher que le dollar, il est donc moins rentable de produire dans la zone euro). Autre outil : la dette.

La loi n°73-7 du 3 janvier 1973 sur la Banque de France

Comme l'explique clairement Étienne Chouard dans la préface de ***La dette publique, une affaire rentable***³ : « [...] **ce sont les banquiers privés qui maîtrisent le pouvoir politique**, et la maîtrise privée de la création monétaire est un verrou diabolique qui interdit en profondeur tout droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Par habitude, par ignorance, par négligence, nous acceptons sans le savoir une profonde servitude non-nécessaire : **il n'y a rigoureusement aucune raison d'abandonner la création monétaire aux banques privées.** Ainsi, des sommes considérables, celles des intérêts de toute cette création monétaire privée, sont retirées depuis des décennies à la collectivité française, dans la plus grande discrétion et sans la moindre justification politique ou économique et sans le moindre débat public sur le sujet. De plus, **une dette publique extravagante, annuellement renouvelée, complètement asphyxiante pour les services publics et pour le bien-être général est née de cette invraisemblable ponction** ».

Citons également Maurice Allais, Prix Nobel d'économie 1988, qui insistait lui sur le fait qu'« *Il est aujourd'hui pour le moins paradoxal de constater que lorsque, pendant des siècles l'Ancien régime avait préservé jalousement le droit de l'État de battre monnaie et le privilège exclusif d'en garder le bénéfice, la République démocratique a abandonné pour grande partie ce droit et ce privilège à des intérêts privés* » (in *L'impôt sur le capital et la réforme monétaire* – 1976)

Petit rappel historique : jusqu'en 1914, le franc est gagé sur l'or. En 1922, lors de la Conférence de Gênes, le dollar reste gagé sur l'étalon-or. La livre sterling sur le dollar et les autres monnaies européennes sur la livre sterling. Le 22 juillet 1944 signature des accords de Bretton Woods : à la sortie de la guerre, l'économie américaine est toute puissante en face d'une Europe sinistrée. Les Américains fixent les règles du jeu. **Leur arme : leur monnaie.** Dorénavant, le système monétaire mondial

reposera sur le dollar. Toutes les monnaies mondiales sont définies en dollar. Seul le dollar est gagé sur l'or (35 dollars l'once d'or).

Août 1971 : Richard Nixon abandonne l'étalon-or.

Mars 1973 : naissance des "changes flottants" (principe de l'offre et de la demande).

En France, la Loi Pompidou-Giscard du 3 janvier 1973, dite Loi Rothschild par référence au fait que Georges Pompidou avait travaillé au service de la banque Rothschild (1954-1958 et 1959-1962), dispose dans son article 25 qu'il est « *interdit au Trésor public d'être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France* » (cette disposition est confirmée dans l'article 104 du Traité de Maastricht). Dès lors, l'état ne peut plus emprunter qu'auprès des banques privées.

Dans son article 3, la loi du 4 août 1993 sur le statut de la Banque de France interdit les découverts et tout autre type de crédit accordés au Trésor public ou à tout autre organisme ou entreprise publics. Le rachat de titres de leur dette est également interdit. Et en 1998, la Banque de France, créée le 18 janvier 1800, rejoint le Système européen des Banques centrales.

Le Traité de Lisbonne voté début 2008 par nos députés et sénateurs (alors même que le peuple français avait rejeté par référendum le projet de Constitution européenne en 2005) prévoit, dans son article 123, qu'« *il est interdit à la BCE et aux banques des États membres, ci-après dénommés "banques centrales nationales" d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres ; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la BCE, ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite* ». **Concrètement, la BCE ne peut donc pas racheter les dettes de l'Italie, de la Grèce, de l'Espagne.** Nous y reviendrons.

La France s'est donc retrouvée dès 1973 **obligée d'emprunter aux établissements bancaires privés** et ce bien évidemment par la seule volonté des politiques, étroitement liés avec le monde de la finance et de l'argent. À la différence des politiques, le système bancaire privé a vu, lui, à long terme, à très long terme (montant des intérêts).

Les politiques de droite comme de gauche qui se sont succédé à la tête de l'État, guidés par des **considérations purement électoralistes et démagogiques**, ont eu largement recours à l'emprunt, levier considéré comme nettement plus "positif" que la hausse de la fiscalité.

Entre 1980 et 2006, la dette est passée de 229 milliards d'euros à 1142 milliards. Et l'intérêt remboursé représente chaque année environ 40 milliards d'euros (par comparaison le montant du produit de l'impôt sur le revenu représentait 51,2 milliards d'euros en 2008).

Sarkozy, comme ses prédécesseurs, connaît parfaitement la loi Pompidou-Giscard de 1973, et n'a jamais cherché à la remettre en cause. Pire, **il n'a eu de cesse depuis son accession au pouvoir de creuser le déficit**, obligeant la France à emprunter encore davantage ! En 2010 sur les 1650 milliards d'euros de dette, 500 milliards sont imputables à N. Sarkozy.

Contrairement à Marine Le Pen, qui, en décembre 2008, interrogée par BFM-TV, déclarait : « **La vraie raison du surendettement de la France, ça n'est pas son système de protection sociale, ça n'est pas ses services publics, c'est en réalité la loi de 1973** (que j'ai condamné avec une grande virulence) et

qui a consisté à obliger la France à aller emprunter sur les marchés internationaux. C'est là le départ de notre situation de surendettement ».

Comme à son habitude, Sarkozy utilise aujourd'hui un nouvel artifice. Il veut inscrire dans la Constitution française la "règle d'or budgétaire" (à ce jour il n'a pas la majorité des 3/5^{ème} nécessaire à la réunion du Parlement en congrès pour ratification). En quoi consiste cette "règle d'or" ? Il s'agit tout simplement d'inscrire dans la Constitution **l'obligation de limiter les déficits publics et de ramener budget de l'État à l'équilibre** (cette règle existe en Allemagne). Le président de la République tente donc de faire croire aux Français, à quelques mois de la présidentielle, qu'il veut réformer le système. Rappelons que depuis 2002, la France est gouvernée par l'UMP ! Et Jean-Marie Le Pen ne déclarait-il pas, au soir de l'élection de Nicolas Sarkozy en mai 2007, que *« Les Français doivent donc maintenant se préparer à de tristes et évidentes désillusions. Il n'y a hélas aucune raison pour que les politiciens qui se sont succédé et presque inter-changés depuis des lustres se mettent soudainement à réaliser demain ce qu'ils n'ont ni su, ni pu et surtout ni voulu faire hier »*.

La dette va encore s'alourdir avec le nouveau plan de sauvetage de la Grèce mis en place au mois de juillet (110 milliards d'euros - 15 milliards d'euros pour la France qui s'ajoutent aux 17 milliards du premier plan de sauvetage). À ces milliards d'euros il faut ajouter ceux prévus pour sauver le Portugal, l'Irlande et demain l'Espagne, l'Italie...

Le fameux FESF – Fonds européen de stabilité financière –, fonds de créances créé pour renflouer les victimes de l'euro, s'emballe déjà. Dans un article de *La Tribune* du 4 août 2011 ⁴, les experts de la Royal Bank of Scotland avancent des chiffres hallucinants : **2 000 milliards d'euros seraient nécessaires pour sauver l'euro**. La contribution de la France s'élevant à 20 %, faites le calcul !

Par ailleurs, vous noterez que la BCE qui se propose de racheter les dettes des pays atteints par la crise de l'euro le fait en violant l'article 123 du Traité de Lisbonne, qui rappelons-le précise que *« [...] l'acquisition directe, auprès d'eux, par la BCE, ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite »*.

Nos propositions

Face à cette situation catastrophique, **des solutions existent**. Marine Le Pen les a exposées le 11 août dernier ² :

1/ Cesser toute participation aux plans de renflouement qui ne servent d'ailleurs à rien. *« Je le dis le plus clairement du monde : la France ne doit plus verser un seul centime aux pays de la zone euro victimes de la monnaie unique. Chaque milliard versé est un milliard brûlé dans l'incendie de la dette. Chaque milliard versé alourdit notre propre dette, ce qui est totalement déraisonnable dans le contexte actuel. Chaque milliard nous enfonce dans le surendettement. [...] le premier plan grec a lamentablement échoué. La dette a continué d'exploser, les taux d'intérêt aussi, et en contrepartie le peuple grec est saigné à blanc par un effondrement des pensions, des salaires, des traitements des fonctionnaires et une privatisation généralisée des services publics et du patrimoine national grec »*.

2/ Stopper l'expérience malheureuse de l'euro et organiser un retour concerté aux monnaies nationales avec nos partenaires européens, sous l'impulsion du couple franco-allemand. Refuser la fuite en avant fédéraliste. Bruxelles ne doit plus décider pour nous, ne doit plus décider de nos politiques publiques (santé, éducation...). *« Avec la crise de la dette aux États-Unis, on voit d'ailleurs*

qu'un argument des tenants de l'Union européenne est tombe : on ne s'en sort pas mieux en étant "le plus gros possible". 50 États fédérés aux États-Unis, la première puissance économique mondiale, et pourtant l'échec total », « Un budget européen, c'est aussi un transfert massif d'argent des pays les plus riches vers les pays de la zone euro les plus pauvres, au Sud et à l'Est. Nous avons suffisamment de pauvreté, de misère, de chômage chez nous pour refuser de voir des dizaines de milliards d'euros français, gagnés grâce au travail des Français, versés à d'autres pays. Nous avons suffisamment de dette pour refuser de payer celle des autres ».

3/ En finir avec l'ultralibéralisme en abrogeant notamment la loi Pompidou-Giscard de 1973 et en retrouvant « la maîtrise de nos frontières en rétablissant un contrôle des flux de capitaux, de marchandises et de personnes ».

4/ Désendetter la France. La France doit pouvoir emprunter directement auprès de la Banque de France à taux très bas voire nul. Cette mesure mettra un terme aux spéculations sur notre dette. *« L'État doit reprendre le contrôle de la politique monétaire, de la politique budgétaire et de son financement. L'État fort que je propose doit taper du poing sur la table face aux spéculateurs et les pénaliser en tapant là où ça fait mal : au portefeuille ».*

5/ Réduire certaines dépenses publiques. *« Ensuite l'État doit faire le tri entre la bonne et la mauvaise dépense publique et imposer la baisse drastique de la mauvaise dépense publique [...]. Je pense au coût de l'immigration régulière et irrégulière (évalué par l'universitaire Jean-Paul Gourévitch à une trentaine de milliards d'euros par an) ».* Diminution des titres de séjour (de 200 000 accordés en 2010, nous devons descendre à 20 000).

6/ Réduire les coûts exorbitants de la décentralisation en mettant en place une simplification administrative (suppression de l'intercommunalité).

7/ Lutter contre la fraude sociale qui coûte pas moins de 20 milliards d'euros par an.

8/ Cessez la guerre en Afghanistan et plus généralement les interventions extérieures qui ne nous concernent pas et nous coûtent la vie de nos soldats et des milliards d'euros.

9/ Revoir notre système fiscal. *« Enfin, il n'est plus tolérable que ceux qui ont d'énormes moyens ne participent pas à la solidarité nationale et au désendettement comme ils le devraient. La France ne doit plus être un paradis fiscal pour les très grands groupes et les très grandes fortunes. Il n'est pas normal que dans notre pays les grands groupes du CAC 40 ne paient en moyenne que 8 % d'impôt sur les sociétés, contre 33 % pour les PME. Il n'est pas normal que les très grandes fortunes paient parfois moins en proportion de leurs revenus que les classes moyennes ».*

septembre 2011

Sources :

¹ Crise financière : ce que Sarkozy a dit en 2008, ce qui a été fait depuis - 20 Minutes – 22/08/2011

² Conférence de presse exceptionnelle de Marine Le Pen sur la crise – Nanterre – 11/08/2011

³ La dette publique, une affaire rentable - André-Jacques Holbecq et Philippe Derudder – 2008 – éditions Yves Michel

⁴ Les ressources du FESF insuffisantes si un grand pays flanche - La Tribune – 04/08/2011



Conférence de presse exceptionnelle de Marine Le Pen sur la crise

Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie de votre présence pour cette conférence de presse un peu particulière. L'accélération dramatique de la crise économique et financière a en effet justifié que j'interrompe mes congés et que je demande à mes équipes d'en faire autant, afin de permettre aux Français de connaître les très graves problèmes qui se posent et de proposer nos solutions.

L'heure n'est plus aux opérations de communication mises en scène pour faire croire qu'on est mobilisé, comme l'Élysée le fait depuis des mois, mais à l'action. Voilà pourquoi cette conférence sera assez brève, et qu'elle me permettra de faire des propositions extrêmement concrètes. Je demanderai à Nicolas Sarkozy de prendre tout de suite plusieurs mesures précises, et de rompre avec le brassage de vent électoraliste. Je l'inviterai aussi solennellement, dans l'intérêt des Français et au nom de la démocratie, à prendre quelques engagements essentiels.

Une crise inéluctable, **anticipée par le Front national**

En introduction, je voudrais préciser qu'au Front national nous ne sommes pas surpris par l'accélération de la crise. Vous pouvez reprendre toutes nos interventions publiques depuis 2008 : nos analyses nous ont toujours laisser penser que la crise n'était malheureusement pas terminée, et que les plus grosses difficultés étaient encore devant nous.

Contrairement au gouvernement, contrairement à Nicolas Sarkozy et à Christine Lagarde, nous n'avons jamais joué le mensonge, la manipulation par un optimisme irresponsable et faux. Nous avons estimé que notre devoir était d'être le plus proche possible de la réalité et de dire la vérité à nos compatriotes.

Aujourd'hui, à l'Élysée ou rue Solferino, on ne comprend pas ce qui se passe, on est perdu, on panique. On sent bien que l'heure est grave, mais on ne sait pas pourquoi. On convoque en toute hâte ses experts, pour essayer de saisir le sens de cette bourrasque financière qui est en train d'emporter le continent.

Mais si l'on est à ce point à côté de la plaque, c'est qu'on a, chez Nicolas Sarkozy comme au PS, toujours voulu éviter de voir la réalité en face et s'atteler aux problèmes de fond. C'est qu'on a toujours été dans le déni. Regardez le « projet », le soi-disant projet, du Parti Socialiste : pas un mot sur l'euro, sur la financiarisation de l'économie, sur les problèmes fondamentaux qui sont à la base de la crise actuelle.

Depuis 2 ans, nous étions habitués à la doxa gouvernementale sur la reprise « *convalescente* » de la croissance économique, mais en réalité il s'agit bien d'une « *re-crise* » du système d'une ampleur sans précédent dans l'histoire.

À ce titre, je vous rappelle que dès le 24 juin 2008, le Front national avait annoncé les lourdes

conséquences actuelles :

1/ Une crise politique et institutionnelle du modèle fédéraliste de l'Union Européenne.

2/ Et une désintégration du système monétaire, financier, bancaire, financier et social

De même en février 2009, Jean-Marie Le Pen avait écrit à Monsieur Sarkozy pour lui demander de prendre des mesures conservatoires pour la France ainsi qu'aux présidents des institutions de la République pour réclamer une commission d'enquête parlementaire sur les origines de la crise. Bien entendu, il n'en fut rien !

Je rappelle que de notre côté, dès la création de l'euro, nous avons pointé le caractère non viable de cette monnaie unique, et lors du déclenchement de la crise de l'euro, nous avons précisé que tels des dominos les pays de la zone euro tomberaient les uns après les autres tant qu'on ne réglerait pas le problème à la racine. Après la Grèce et l'Irlande, j'ai plusieurs fois cité le Portugal, qui est tombé en 2010, et l'Espagne et l'Italie, qui sont aujourd'hui dans l'œil du cyclone.

Avec le dédain que permet l'onction du Système, on m'a souvent ri au nez.

Depuis 2008, à chaque accalmie boursière on nous a dit que la crise était finie, que l'euro était sauvé. Encore le 21 juillet, on nous a dit que le Sommet européen de Bruxelles, pour renflouer la Grèce, avait tout réglé. Il n'a pas fallu une semaine pour que tout s'effondre à nouveau !

En réalité, tout se déroule en parfaite conformité avec les anticipations du Front national et le Système, lui, s'est très lourdement trompé.

Ayant seuls compris le sens profond de la crise qui chamboule en ce moment le Vieux continent, nous sommes aujourd'hui les seuls en mesure d'y apporter de vraies réponses, saines et durables. Pendant ce temps-là, au PS comme à l'Élysée, on joue au concours dérisoire de la plus belle rustine ! C'est à qui construira la plus jolie petite digue de sable, devant cette déferlante qui emporte tout sur son passage !

Il est temps de passer aux choses sérieuses.

La faillite d'une idéologie

Je n'ai pas de mérite particulier à avoir vu juste. J'ai simplement choisi de ne pas me laisser enfermer dans la pensée unique, j'ai consulté des économistes, pas forcément ceux du système, ceux qu'on voit tout le temps partout, ceux qui n'ont jamais rien vu venir et qui disent toujours la même chose. J'ai demandé à mes experts et conseillers de s'informer à toutes les sources. J'ai accepté de tout entendre, et de refuser d'avoir quelque œillère idéologique que ce soit, à l'inverse de Nicolas Sarkozy et du PS qui n'agissent pas par pragmatisme mais par dogmatisme.

L'UMP et le PS sont depuis le début de cette crise dans l'idéologie la plus totale. Ils ne cherchent pas à prendre les mesures qui seraient bonnes pour la France et l'Europe, mais ils cherchent à maintenir un système en place. Ils cherchent à adapter la réalité à leur idéologie. Résultat, ils vont d'échec en échec, de catastrophe en catastrophe. Ils appauvrissent les Français et le pays.

C'est ce qu'on appelle la faillite d'une idéologie.

Cette idéologie c'est celle de l'ultralibéralisme, du libre échange total, de la soumission de l'homme à l'économie, du court-termisme, de la recherche hystérique du profit maximum, de l'abandon du bon sens et de l'économie réelle au bénéfice exclusif d'une économie virtuelle aux mains d'une hyper-classe et au détriment des peuples.

Dogme central de cette idéologie, l'euro. Nicolas Sarkozy et le gouvernement s'acharnent à le « *sauver à tout prix* », comme le dit le président de la République lui-même. Depuis 2010, on ne cesse de multiplier les réunions de crise, les sommets officiels, les plans de renflouement pour sauver les victimes chaque trimestre plus nombreuses de la crise finale de la monnaie unique.

C'est parfaitement absurde. C'est faire de la politique en dehors de la réalité. L'euro est mort. Il n'a pas fait ses preuves. Il n'est pas viable. C'est tout.

Et ce n'est pas dramatique. Il faut juste l'accepter, et cesser d'être en permanence tourné vers le passé pour tenter de ranimer ce cadavre qui nous aura tant fait souffrir. Il faut aller de l'avant, regarder vers l'avenir, dans l'intérêt de nos pays, de nos peuples, des générations futures.

D'une manière plus générale, agir pour le bien commun, ce n'est pas servir une idéologie délétère. On ne doit pas prendre à la hâte, sans débat, des décisions qui engagent à ce point l'avenir de notre pays pour suivre une idéologie dictée par quelques banques, quelques grands patrons du CAC 40, quelques fonds de pension ou par madame Parisot !

Reprendre le gouvernail

Toutes mes propositions pour remettre la France d'aplomb et la sortir de cette horrible crise de la dette contrecarrent cette idéologie mortifère. Mes propositions n'ont qu'un seul but : désendetter la France, et préserver l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants, très sérieusement obéré par l'irresponsabilité de ceux qui nous dirigent.

D'abord, il faut que l'État et la politique reprennent le gouvernail du bateau France. Depuis le vote en 1973 d'une loi imposant à l'État de se financer sur les marchés financiers (je reviendrai sur ce point plus tard), nos politiques, qu'ils soient de gauche ou de droite, ont abdiqué. Depuis 30 ans, au gré des alternances aussi inutiles qu'illusoire, droite et gauche ont renoncé à travailler au service de l'intérêt général. Ils ont passé le gouvernail aux marchés et aux banques.

Je pense que si la crise actuelle n'a qu'un seul mérite, c'est de montrer très clairement cette réalité aux Français : les dirigeants politiques ne font plus la politique de la France, ce sont les marchés et les banques internationales qui font la politique de la France. Nos politiques sont totalement soumis à la finance internationale.

Ils ne peuvent donc pas sortir le pays de la crise. Ils ne peuvent pas remettre la France sur un sentier de croissance, de pouvoir d'achat et d'emploi. Ils sont pris à leur propre piège. Ils ne sont plus crédibles.

Il est urgent de le dire avec force aux français : le système ne peut pas réformer le système.

Ceux qui ont vendu aux marchés financier, à vil prix, notre souveraineté, c'est-à-dire notre liberté de

peuple, ne nous la rendront pas.

Il est illusoire et même suicidaire de confier l'avenir des générations futures à ceux qui ont réinstauré une forme d'esclavage pour dettes supprimé il y a plus de 2500 ans par le grec Solon.

Un ancien Premier ministre de la France, Jean-Pierre Raffarin, l'a d'ailleurs dit publiquement en juillet dernier : en 2012, il faudra séduire les Français, mais aussi les fonds de pension a-t-il avoué. Autre exemple, la réforme des retraites, que j'ai jugée inutile et injuste, a presque ouvertement été dictée par les agences de notation.

Et aujourd'hui on constate que Nicolas Sarkozy et le gouvernement courent après des marchés devenus fous de cupidité, qu'ils adaptent leur calendrier aux exigences de spéculateurs qui n'ont aucune limite dans leurs exigences, qu'ils promettent des sommes faramineuses pour rassurer des banques toutes plus avides d'argent public les unes que les autres. Au passage, vous remarquerez à quel point la situation actuelle casse le mythe de ce "président protecteur".

En rien Nicolas Sarkozy ne protège la France et les Français, bien au contraire ! Il ne fait que les précipiter sous le joug des marchés et il les emmène vers la ruine ! S'il protège quelqu'un, ce sont les marchés !

Cette politique de soumission aux marchés, qui pour moi n'a plus rien à voir avec la vraie politique, est vouée à l'échec et condamne les peuples à l'asphyxie.

Cesser toute participation aux plans de renflouement

Dans l'immédiat, je demande à Nicolas Sarkozy que la France revienne dès aujourd'hui sur le plan de renflouement de la Grèce décidé à Bruxelles le 21 juillet dernier.

Comme l'a avoué François Fillon, ce nouveau plan alourdira de 15 milliards d'euros supplémentaires notre dette publique, qui a déjà explosé sous Nicolas Sarkozy. Ce dernier est le champion incontesté de la dette. En effet, sur 1 650 milliards de dettes, 500 milliards sont imputables exclusivement à Nicolas Sarkozy, es qualité de Président de la République. Vous me permettrez donc de considérer qu'avec un pareil résultat, Nicolas Sarkozy est aussi légitime pour imposer la "règle d'or" de maîtrise des déficits que Mesrine pour réformer le Code pénal.

Ces 15 milliards s'ajoutent aux 17 milliards du premier plan grec décidé en 2010, et aux plans irlandais et portugais.

Déjà, on nous dit qu'il faudrait élargir les capacités du FESF, le fonds que les pays de la zone euro abondent pour renflouer les victimes de la monnaie unique. Il faudrait le porter à 2000 voire 3000 milliards d'euros, nous dit-on. La quote-part de la France étant de l'ordre de 20%, cela signifierait un engagement de la France à hauteur de 400 ou 600 milliards d'euros, beaucoup plus que le budget annuel de l'État ! C'est tout simplement fou.

À ce titre, la folie qui frappe nos institutions est telle qu'elles se mettent en toute impunité à violer les propres règles qu'elles ont édictées. Ainsi, souvenez-vous que la classe politique a imposé de force

au peuple français le Traité de Lisbonne pourtant rejeté par référendum. Or, en rachetant les titres des États italien, espagnol, grec, la BCE viole les Traités de Maastricht et Lisbonne.

On peut donc se poser la question : sommes-nous encore dans un État de droit ? Sur quels fondements juridiques la BCE agit-elle ? Avec quel mandat ? Quelle légitimité ? Quel cadre légal ? Sommes-nous encore dans un processus démocratique ? Et comment le président de la République peut-il cautionner des violations aussi flagrantes des Traités internationaux qu'il a imposés aux Français contre leur volonté ?

On peut même affirmer qu'une plainte contre la BCE devant la Cour de justice européenne aurait toutes les chances de prospérer.

Je le dis donc le plus clairement du monde : la France ne doit plus verser un seul centime aux pays de la zone euro victimes de la monnaie unique. Chaque milliard versé est un milliard brûlé dans l'incendie de la dette. Chaque milliard versé alourdit notre propre dette, ce qui est totalement déraisonnable dans le contexte actuel. Chaque milliard versé nous enfonce dans le surendettement.

D'autant que ces plans de renflouement, tous ces dizaines de milliards versés ne servent strictement à rien : le premier plan grec a lamentablement échoué. La dette a continué d'exploser, les taux d'intérêt aussi, et en contrepartie le peuple grec est saigné à blanc par un effondrement des pensions, des salaires, des traitements des fonctionnaires et une privatisation généralisée des services publics et du patrimoine national grec.

Aujourd'hui, c'est l'Italie qui se voit sommée dans une lettre secrète adressée par la BCE de mettre en place un grand plan de privatisation de ses services publics, patrimoine des Italiens.

Le seul moyen d'aider les peuples de la zone euro est de prendre acte de l'échec de la monnaie unique, et de préparer la sortie concertée de l'euro, d'anticiper la fin de l'euro plutôt que de la subir. Elle est maintenant inéluctable, il faut agir vite. Ne nous laissons pas déborder par les événements !

Avec la crise de la dette aux États-Unis, on voit d'ailleurs qu'un argument des tenants de l'Union européenne est tombé : on ne s'en sort pas mieux en étant "le plus gros possible". 50 États fédérés aux États-Unis, la première puissance économique du monde, et pourtant l'échec total. Par contraste, des pays comme le Danemark, la Suède ou la Suisse, tous en dehors de l'euro voire de l'Union européenne pour la Suisse, s'en sortent bien mieux que nous, et depuis fort longtemps.

Contre la **fédéralisation de la zone euro**

La fédéralisation de la zone euro pour tenter de sauver l'euro à tout prix, cette « *gouvernance économique européenne vers laquelle nous irions à marche forcée* », pour reprendre les mots de l'inénarrable Alain Minc, je la combattrai ardemment et j'éviterai à la France de s'y soumettre.

Je la combattrai parce qu'elle est une utopie extrêmement dangereuse.

Que signifierait en effet ce fédéralisme ?

D'abord l'écrasement définitif de la démocratie, au profit d'une superstructure européenne encore plus puissante, encore plus lointaine, encore moins légitime qu'aujourd'hui.

Le fédéralisme, les Français doivent savoir ce que cela signifie : cela veut dire que des bureaux à Bruxelles décideraient de nos politiques publiques : la défense, la sécurité, l'école, la santé. Ils décident déjà aujourd'hui de bien trop de choses, dans la plus parfaite opacité. On le voit avec le rôle qu'essaie en ce moment de jouer la BCE, qui donne des directives d'une précision effroyable aux pays qu'elle vient renflouer, comme l'Italie, ce qui constitue un parfait déni de démocratie.

Fédéraliser la zone euro, cela signifierait aussi le transfert d'une part conséquente des budgets nationaux au budget européen et donc un partage de la dette de tous les pays membres qui a atteint dans certains États des proportions hallucinantes. Les pays les plus vertueux de la zone euro se retrouveraient dans une situation bien moins tenable, et souffriraient d'un véritable nivellement par le bas. Un budget européen, c'est aussi un transfert massif d'argent des pays les plus riches vers les pays de la zone euro les plus pauvres, au Sud et à l'Est.

Nous avons suffisamment de pauvreté, de misère, de chômage chez nous pour refuser de voir des dizaines de milliards d'euros français, gagnés grâce au travail des Français, versés à d'autres pays. Nous avons suffisamment de dette pour refuser de payer celle des autres. Les Allemands l'ont bien compris, eux qui refusent désormais tout effort supplémentaire pour renflouer les caisses des autres pays.

Mais surtout, fédéraliser la zone euro, ce serait aller à l'encontre de la réalité, comme on l'a fait avec la mise en place de la monnaie unique, et chacun sait qu'on n'obtient rien de bon quand on va à l'encontre de la réalité. La réalité en Europe ce sont les États, les nations, les peuples, divers et riches de leur diversité. La France n'est pas le Kansas. L'Allemagne n'est pas la Floride.

Je le dis très clairement : il n'existe pas de solidarité naturelle suffisamment forte et historiquement ancrée entre les peuples européens pour qu'ils acceptent de partager leurs dettes, pour qu'ils acceptent de payer les uns pour les autres, pour qu'ils acceptent de ne plus pouvoir décider de l'allocation de leurs propres ressources.

La fédéralisation de la zone euro nous mènerait à d'effroyables conflits entre les nations dont nous voyons poindre aujourd'hui les prémices. Je n'hésite pas à le dire, la fédéralisation de l'Union européenne, ce serait non seulement la ruine généralisée, mais à terme, la guerre.

Voilà donc la seconde chose que je demande solennellement à Nicolas Sarkozy : qu'il prenne l'engagement devant les Français, dès maintenant, de ne pas embarquer notre pays dans la voie de la fédéralisation européenne.

Tout semble nous indiquer aujourd'hui que c'est justement Nicolas Sarkozy, manifestement inconscient, qui nous entraîne dans cette direction. Mais cette folie est partagée, puisque sur ce sujet aussi, c'est le consensus absolu entre l'UMP et le PS.

Ces partis irresponsables, vendus aux marchés, poussent aux pires décisions. Mais, heureusement, très heureusement pour la France et les Français, l'Allemagne, elle, n'a pas oublié ses intérêts nationaux et tient bon en refusant cette funeste perspective. Nous devons compter sur le bon sens de l'Allemagne pour nous extraire de ce chemin très dangereux.

Je mènerai en France le front du refus de la fuite en avant vers la fédéralisation pour sauver l'euro à tout prix. Ce sera un enjeu essentiel pour la présidentielle de 2012.

Certains, comme Jean-Luc Mélenchon, Jean-Pierre Chevènement ou Nicolas Dupont-Aignan émettent sur les thématiques économiques et financières des idées qui peuvent pour certaines aller dans le bon sens, mais ils ne sont pas clairs sur cette question centrale du fédéralisme : je suis la seule qui porte un projet entièrement cohérent, et je suis aussi la seule qui ait la surface politique, le soutien populaire suffisants pour prendre la tête de ce front de résistance et de redressement.

Je crois moi à la démocratie, aux valeurs de notre République, et je n'abandonnerai pas le peuple français à la folie de dirigeants inconséquents.

Rompre avec le modèle économique ultra-libéral

La voie de la liberté du redressement et de la prospérité passe par une rupture franche avec le modèle actuel. Il est ainsi incontournable de :

- 1/** Reprendre le contrôle du processus financier et revenir sur la privatisation scandaleuse de l'argent public issue de la loi Pompidou Giscard de 1973.
- 2/** Imposer que la création de monnaie revienne aux États représentant de l'intérêt général.
- 3/** Œuvrer à la réintroduction d'un étalon polymétallique (or, argent, platine...) au niveau du système monétaire international afin de mettre fin définitivement à la spéculation des prédateurs internationaux.
- 4/** Refuser de faire payer la crise aux Français en sacrifiant sur ordre de la *troïka* (UE, FMI, BCE) notre système de protection sociale et nos services publics.
- 5/** Réarmer notre pays contre la mondialisation par la restauration d'un État stratège, fer de lance de la réindustrialisation de la France.
- 6/** S'opposer à la tyrannie d'un libre échange échevelé et d'une concurrence mondiale déloyale qui sacrifie nos entreprises et nos emplois.
- 7/** Rétablir l'échelle mobile des salaires, supprimée par les socialistes afin de permettre aux salaires à proportion de l'augmentation constatée des prix
- 8/** Retrouver la maîtrise de nos frontières en rétablissant un contrôle des flux de capitaux, de marchandises et de personnes

En bref, refermer la parenthèse du modèle mondialiste imposé dans les années 70 au bénéfice d'un modèle de patriotisme économique qui a lui largement fait ses preuves dans le passé en France et encore aujourd'hui dans le passé.

Des mesures pour le désendettement

L'arrêt de la participation de la France aux inutiles et coûteux plans de renflouement des pays victimes de l'euro, la restauration d'un cadre européen réaliste fondé sur la liberté des nations sont une première réponse immédiate à la crise.

Mon plan de désendettement de la France repose aussi sur d'autres mesures concrètes qui peuvent être mises en application très rapidement :

D'abord, je l'ai dit ; l'État doit reprendre le contrôle de la politique économique de la France, après des décennies d'abdication face aux marchés financiers.

En particulier, l'État doit retrouver la possibilité d'emprunter directement à taux très bas ou à taux nul auprès d'une Banque de France restaurée dans ses prérogatives, alors que depuis une loi de 1973, confirmée par les Traités européens, les marchés et les banques ont le monopole du financement de l'État.

Notre dépendance de plus en plus forte vis-à-vis des marchés vient précisément de là : parce que c'est à eux exclusivement qu'on peut emprunter, parce qu'ils ont un monopole et qu'ils peuvent nous imposer leurs conditions, nous imposer des taux d'intérêt élevés. Parce qu'ils peuvent donc spéculer sur notre dette. Et parce que cette dépendance vis-à-vis des marchés donne évidemment une influence démesurée aux agences de notation, devenues plus puissantes que nos gouvernements fantoches.

L'État doit reprendre le contrôle de la politique monétaire, de la politique budgétaire et de son financement. L'État fort que je propose doit taper du poing sur la table face aux spéculateurs et les pénaliser en tapant là où ça fait mal : au portefeuille.

À ces conditions, le retour à un taux supportable de dette publique, de l'ordre de 30% du PIB, est possible en 2025, sans saccage social.

Ensuite, l'État doit faire le tri entre la bonne et la mauvaise dépense publique et imposer la baisse drastique de la mauvaise dépense publique. La bonne dépense publique, c'est la seule malheureusement que Nicolas Sarkozy attaque, alors qu'il faut au contraire la préserver : l'école, la sécurité (3000 postes de policiers et gendarmes en moins chaque année depuis 2005), les retraites, la santé ou la justice.

En revanche, on laisse prospérer la mauvaise dépense publique, on l'encourage. Je pense au coût de l'immigration régulière et irrégulière (évalué par l'universitaire Jean-Paul Gourévitch à une trentaine de milliards d'euros par an) : je propose qu'on passe dès 2012 de plus de 200 000 titres de séjour accordés comme en 2010 à moins de 20 000 par an.

Je vise aussi le coût des dérives de la décentralisation : à ce sujet, je demande une grande simplification administrative, par la suppression notamment de l'intercommunalité qui coûte 4 milliards par an d'après la Cour des comptes, et un transfert de ses compétences vers les communes et les départements.

Je pense aussi au coût de la fraude sociale, évalué par un récent rapport parlementaire à 20 milliards d'euros par an. Ce ne sont pas les annonces électoralistes de Monsieur Mariani qui y changeront quelque chose.

Il faut s'attaquer au cœur du problème : organisons une grande opération de contrôle des cartes vitale notamment, sur 3 mois, et désactivons les 10 millions de fausses cartes vitale.

Croisons les fichiers fiscaux et sociaux. Lançons une vaste opération de contrôle des trains de vie suspects, dans certaines cités notamment où on touche le RSA tout en garant une grosse berline devant chez soi. Je demande une réévaluation des moyens accordés aux services de contrôle de l'État, fiscaux et sociaux, laminés par la révision générale des politiques publiques conduite par le gouvernement Sarkozy : voilà un peu de bonne dépense publique pour mieux faire la chasse à une énorme mauvaise dépense publique.

La mauvaise dépense publique, c'est aussi le coût des guerres meurtrières et inutiles, menées par Nicolas Sarkozy pour plaire à Washington : guerre d'Afghanistan, guerre de Libye. Ces guerres tuent nos soldats, arrachent à la France ses enfants, et nous ont déjà coûté des milliards. Quittons le sol afghan et le ciel libyen dès le 1^{er} septembre.

Je demande enfin qu'on cesse de verser chaque année 20 milliards d'euros au budget de l'Union européenne pour n'en récupérer que 13, aides agricoles comprises. Nous devons équilibrer ce que nous versons et ce que recevons, ce qui nous fera gagner 7 milliards par an. Cela suppose de mieux savoir négocier à Bruxelles, comme ont su le faire les Anglais.

Enfin, il n'est plus tolérable que ceux qui ont d'énormes moyens ne participent pas à la solidarité nationale et au désendettement comme ils le devraient. La France ne doit plus être un paradis fiscal pour les très grands groupes et les très grandes fortunes. Il n'est pas normal que dans notre pays les grands groupes du CAC 40 ne paient en moyenne que 8% d'impôt sur les sociétés, contre 33% pour les PME. Il n'est pas normal que les très grandes fortunes paient parfois moins en proportion de leurs revenus que les classes moyennes.

Je détaillerai dans quelques mois mon projet fiscal, mais je propose dès aujourd'hui quelques mesures très concrètes : la révision du régime fiscal de groupe français, l'un des plus favorables du monde pour les grandes entreprises. L'instauration d'un impôt sur les sociétés progressif, pour que les PME soient moins accablées et paient moins d'impôt que les grands groupes.

Des mesures sont possibles tout de suite. Comme j'ai eu l'occasion de l'écrire à Christine Lagarde, directrice générale du FMI à qui j'ai adressé le 28 juillet dernier un courrier public en réponse à son rapport annuel sur la France, je suis persuadée que le redressement de la France et son désendettement sont possibles, à condition de sortir des sentiers battus.

Je refuse d'offrir comme seule perspective à mon peuple de la sueur et des larmes. Le désendettement est possible en suivant le plan que je viens de dessiner, il peut commencer dès aujourd'hui. Et il peut se faire sans tout sacrifier aux marchés, sans la terrible cure d'austérité qu'UMP ou PS réservent aux Français, et qu'ils essaient de cacher pour passer le cap de 2012. Il est aujourd'hui quasi inéluctable que, malgré l'épouvantable cure d'austérité qui se concocte à Bercy, les marchés financiers auront à très court terme la peau du triple A de la France.

Cela suppose un principe essentiel : reprenons le gouvernail du bateau France, et rompons avec les partis et les hommes qui se sont donnés pour maîtres la finance internationale et les banques.

Je vous remercie.

Marine Le Pen

Nanterre, le 11 août 2011



Fillon affirme être à la tête d'un État en "faillite"

AJACCIO (AFP) — François Fillon, en visite vendredi en Corse pour la première fois depuis son arrivée à Matignon, a affirmé *"être à la tête d'un État qui est en situation de faillite"*, avant de préciser quelques heures plus tard qu'il s'agissait d'une *"image"*.

"Je suis à la tête d'un État qui est en situation de faillite sur le plan financier, je suis à la tête d'un État qui est depuis 15 ans en déficit chronique, je suis à la tête d'un État qui n'a jamais voté un budget en équilibre depuis 25 ans. Ça ne peut pas durer", a martelé dans la matinée le Premier ministre, à Calvi (Haute-Corse).

Réagissant aux propos de son successeur, Dominique de Villepin a rétorqué vendredi en affirmant avoir *"laissé l'État dans une situation meilleure qu'aujourd'hui"*. Sous son gouvernement, a expliqué l'ex-Premier ministre sur Europe 1, la France bénéficiait d'une croissance supérieure, d'*"un chômage qui a baissé de 2 points"* et d'*"une politique de désendettement qui avait amélioré les choses"*.

Dans l'après-midi, en visite à la mairie d'Ajaccio, François Fillon est revenu sur sa déclaration, affirmant avoir eu recours à une *"image"*. *"Parfois, il faut utiliser des images. C'est ce que j'ai fait devant des agriculteurs qui demandaient toujours plus, toujours plus à l'État. Je leur ai dit que si la France était une entreprise, un ménage, elle serait en cessation de paiement"*, a-t-il déclaré.

La France *"s'endette, et il faut que tous les Français prennent conscience qu'il est temps de mettre un terme à des solutions de facilité qui ont été employées depuis 25 ans et qui placent notre pays dans une position de faiblesse"*, a-t-il ajouté.

En Corse, M. Fillon a répété son engagement de *"ramener le budget de l'État à l'équilibre avant la fin du quinquennat"*. Sinon, a-t-il mis en garde, *"on ne pourra rien bâtir de solide ni pour la Corse ni pour aucune autre partie du territoire national"*.

Le Premier ministre a entamé sa journée par une rencontre à la mairie de Calvi avec des élus et des personnalités du monde culturel, sur le thème de la culture corse. Après sa rencontre à l'heure du déjeuner avec des agriculteurs et des viticulteurs dans une exploitation viticole, M. Fillon est arrivé à Ajaccio où était notamment prévue une rencontre avec des représentants des groupes qui composent l'Assemblée de Corse, dont les indépendantistes.

Agence France-Presse

Dépêche du 22 septembre 2007



G20: Sarkozy satisfait d'avoir mis sur les rails un "nouveau Bretton Woods"

LONDRES (AFP) — Principal acteur de la dramatisation des enjeux du sommet du G20, le président français Nicolas Sarkozy a quitté jeudi Londres avec la satisfaction d'avoir arraché à ses partenaires un accord *"sans précédent"* sur la régulation du système financier international.

En débarquant devant la presse l'encre du communiqué final à peine sèche, M. Sarkozy affichait un large sourire de satisfaction. *"Les chefs d'État et de gouvernement du G20 ont décidé de réformer en profondeur l'organisation financière internationale"*, a-t-il lancé, *"ce qui n'avait jamais été fait à ce point depuis les accords de Bretton Woods en 1945"*.

Six mois après avoir réclamé à Toulon, au tout début de la tourmente financière qui a balayé la planète, un *"nouveau Bretton Woods"*, le président français a donc jugé avoir rempli sa mission. *"C'est au-delà de ce que pouvions imaginer"*, a-t-il résumé.

Sans retenue, Nicolas Sarkozy s'est réjoui que la détermination de la France et l'Allemagne ait permis d'imposer au G20 *"un renforcement de la réglementation et de la supervision des activités financières"*. *"Il est maintenant acté que c'est la défaillance de la régulation qui est à l'origine de la crise financière"*, a-t-il insisté.

Une à une, le président français a égrené les *"lignes rouges"* qu'il avait rappelées la veille avec la chancelière allemande Angela Merkel, se félicitant pour chacune d'elles des progrès réalisés à Londres.

Il a souligné que les *hedge funds* (fonds spéculatifs) seraient désormais *"réglementés"* et soumis à une *"immatriculation obligatoire"* et que les banques dont les traders *"auront des politiques risquées en supporteront le prix en termes d'exigences en capital"*.

Pour les agences de notation financières, un *"code bonne conduite évitera les conflits d'intérêts et les obligera à la transparence"* et le G20 prévoit de *"revoir les principes comptables"*, s'est également félicité Nicolas Sarkozy.

Et sur les paradis fiscaux, l'un de ses principaux chevaux de bataille, le président français n'a pas résisté au plaisir de lire in extenso un extrait du communiqué final : *"le temps du secret bancaire est révolu"*.

"Nous avons contacté les dirigeants de l'OCDE (organisation de coopération et de développement économiques) pour qu'ils publient la liste des paradis fiscaux, c'est dans les deux heures", a-t-il également souligné, précisant que les sanctions applicables aux récalcitrants seraient détaillées lors du prochain sommet du G20 en septembre à New York.

Dans ce débat *"franc"* et *"tendu"*, Nicolas Sarkozy a rendu un hommage appuyé au président américain Barack Obama. *"C'est lui-même qui m'a aidé à convaincre le président Hu Jintao sur la référence à l'OCDE pour la liste des paradis fiscaux"*, a-t-il concédé, *"il a aidé à trouver le consensus, il ne s'est pas focalisé seulement sur la relance"*.

Entre autres satisfecit, Nicolas Sarkozy a aussi souligné que "l'axe franco-allemand" avait bien fonctionné et que le Premier ministre Gordon Brown avait dirigé les débats de façon *"particulièrement honnête"*.

En coulisse, le camp français a voulu voir dans la réussite du G20 la justification du jeu de la tension pratiqué avant la réunion par Nicolas Sarkozy, qui avait laissé dire qu'il était prêt à en claquer la porte si ses résultats n'étaient pas à la hauteur.

"Dans les premiers papiers, la régulation ne figurait même pas parmi les cinq objectifs prioritaires", a justifié un responsable français, "entre le premier papier et le communiqué d'aujourd'hui, il y a beaucoup de différence. C'est énorme, c'est un nouveau Bretton Woods".

Agence France-Presse

Dépêche du 2 avril 2009

PARIS, 26 juillet - Nicolas Sarkozy exhorte majorité et opposition à l'union sacrée sur la "règle d'or budgétaire" qu'il veut inscrire dans la Constitution française, dans une lettre aux parlementaires dévoilée mardi par Le Figaro.

Assemblée et Sénat ont voté cette règle mais le président français n'a pas, à ce jour, la majorité des trois cinquièmes nécessaire au Parlement réuni en congrès pour la ratifier, du fait du refus de la gauche de joindre ses voix à la droite.

Dans la lettre citée par Le Figaro et que députés et sénateurs devaient recevoir mardi, il vante le plan de sauvetage financier de la Grèce, adopté jeudi par les dirigeants de la zone euro, grâce à un accord franco-allemand conclu la veille avec la chancelière Angela Merkel à Berlin.

Il estime que l'étape suivante doit être un renforcement de la gouvernance économique de la zone euro et souligne, à ce propos, que la France doit être "exemplaire" dans la remise en ordre de ses comptes publics.

Il rappelle que les décisions prises à Bruxelles l'ont été en privilégiant l'intérêt général et malgré des sensibilités politiques différentes et il invite les parlementaires français à faire preuve du même sens des responsabilités.

"En France, dans les mois qui viennent, nous avons besoin de nous rassembler sur ces questions essentielles, au-delà des intérêts partisans", écrit-il, selon le quotidien conservateur. "La représentation nationale que nous incarnons jouera, j'en suis sûr, un rôle majeur pour assurer le sens de notre responsabilité commune face à l'Histoire."

EN FONCTION DE L'ÉTAT DES MARCHÉS

En inscrivant dans sa Constitution l'obligation de limiter les déficits publics et de ramener à l'équilibre le budget de l'État, la France mettrait ses pas dans ceux de l'Allemagne, qui dispose déjà d'une telle "règle d'or".

Mais à neuf mois de l'élection présidentielle, l'opposition, en particulier le Parti socialiste, n'entend pas faire cette fleur à Nicolas Sarkozy, qui briguera, sauf coup de théâtre, un second mandat au printemps prochain.

Selon les calculs de l'Élysée, il manque entre 30 et 40 voix, compte tenu de la perte anticipée d'une dizaine de sièges lors des élections sénatoriales de septembre, et le président ne peut guère espérer, en l'état actuel des choses, en récupérer qu'une dizaine, au prix de tractations laborieuses.

Dans sa lettre aux parlementaires, Nicolas Sarkozy s'efforce donc de mettre l'opposition face à ses contradictions, tout en prenant soin de ne pas trancher définitivement la question d'une convocation éventuelle du Congrès, désormais repoussée en septembre ou cet automne.

Selon l'entourage du président du Sénat, Gérard Larcher, la question a été évoquée lundi par le chef de l'État à l'Élysée lors d'un déjeuner auquel participait aussi le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer.

Bernard Accoyer a déclaré à l'issue de ce déjeuner que la question ferait *"partie des débats de la rentrée"*.

"Nous savons que nous ne passons pas sans un vote républicain et responsable d'une partie de l'opposition. Nous faisons tout pour y parvenir", explique-t-on à l'Élysée, où l'on compte notamment sur la tentation de certains élus socialistes de se démarquer à l'approche des primaires du PS.

Mais *"s'ils restent tous sur leur position, il y aura une décision politique à prendre"*, ajoute-t-on de même source. *"Il faudra alors bien mesurer l'impact sur les marchés d'un vote négatif au Congrès ou d'une procédure en suspens, le vote des deux chambres restant acquis. Ça dépendra aussi de l'état des marchés à ce moment-là."*

Reuters

Dépêche du 26 juillet 2011

Alors que la contagion touche l'Italie et l'Espagne, la structure, créée en mai dernier pour contrer la spéculation et venir en aide aux États membres, pourrait être vite dépassée.

Moins de deux semaines après l'annonce du deuxième plan de soutien à la Grèce, la panique s'est à nouveau emparée des marchés financiers. Certes, les craintes sur la croissance mondiale, en particulier celle des États-Unis, n'arrangent rien. Mais le redoublement des tensions entourant l'Italie et l'Espagne provient en grande partie de l'insuffisance des moyens octroyés au Fonds européen de stabilité financière (FESF), dirigé par l'allemand Klaus Regling, pour aider la Grèce à maîtriser l'explosion de sa dette et combattre la spéculation sur les marchés obligataires.

"Le plan est extrêmement approximatif et fondé sur des chiffres très hypothétiques", estime Cyril Regnat, stratégeste taux chez Natixis. Les incertitudes concernent en particulier le taux de 90 % de participation du secteur privé créancier de la Grèce lors des opérations d'échange et de réinvestissement en titres grecs prévu par les autorités européennes. Ces opérations doivent totaliser 135 milliards d'euros supplémentaires entre 2011 et 2020. Elles devraient conduire les investisseurs à supporter une perte de 21 %. "Le problème majeur du plan est qu'il ne fait que repousser le problème. La dette grecque devrait atteindre 166 % du PIB cette année selon le FMI, et les programmes de rachats de dette et d'échange ne devraient la réduire que de 12 points. Les privatisations doivent la faire tomber de 20 points supplémentaires", souligne Cyril Regnat.

Pour assurer le réinvestissement volontaire des créanciers, le FESF aura la charge d'émettre 42 milliards d'euros de dette qui seront réinvestis en titres AAA servant de garantie. Titres auxquels s'ajouteront les émissions pour couvrir les financements en provenance des autorités européennes, à la fois sur le reliquat de 33 milliards d'euros lié au premier plan d'aide de 110 milliards décidé en mai 2010, et le second volet annoncé le 21 juillet. Selon les experts de Barclays, le FESF devra ainsi émettre près de 60 milliards d'euros sur la seule période 2011-2014. Conséquence, sa capacité de soutien est déjà bien entamée, puisque il gère aussi les prêts d'aide à l'Irlande et au Portugal. *"Nous pensons que la condition nécessaire pour que le FESF ait un effet positif et durable est de relever sa dotation", soulignent ainsi les experts de Bank of America Merrill Lynch, estimant qu'il ne reste que 220 milliards d'euros disponibles au FESF.*

Fonds limité

Pour l'heure, le fonds est limité par sa taille et pourrait tout juste venir à la rescousse de l'Espagne, alors pour aider l'Italie grevée par une dette publique près de trois fois plus importante... Voilà qui fait dire aux experts de *Royal Bank of Scotland*, que ses ressources devraient être portées à 2 000 milliards d'euros. Enfin, sa capacité de manoeuvre est réduite par les États membres. *"Il faudrait que le FESF passe rapidement à l'action en rachetant de la dette sur le marché secondaire, pour contenir la spéculation et limiter la contagion. Or la ratification par les parlements nationaux n'interviendra pas avant septembre", regrette Cyril Regnat.*

Julien Beauvieux

Article publié le 4 août 2011

C'est l'Insee qui le dit, la croissance française au deuxième trimestre, c'est zéro. Face au creusement prévisible du déficit public français si la croissance n'est pas au rendez-vous, la question de la rigueur devrait donc monopoliser une bonne partie du sommet très attendu entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel mardi 16 août, à l'Élysée. En attendant, et ce n'est pas la première fois, la France inquiète vraiment l'Allemagne. Pour des raisons historiques, l'Allemagne est fétichiste d'une monnaie forte et stable. Depuis l'euro, c'est un peu un leitmotiv outre-Rhin: Pourquoi l'Allemagne, si bonne élève en matière de déficit, doit-elle toujours rattraper le laxisme de certains de ses partenaires... dont la France ?

« Si la France coule, c'est toute l'Europe qui coule », titrait vendredi le Tagesspiegel, avant de faire un peu d'humour : « Qui est doté d'un triple A peut, d'une certaine façon, encore dormir tranquille. Mais celui qui en passe de perdre cette note doit agir. Et la France, pour les marchés financiers, passe pour la candidate à une rétrogradation (...). »

De son côté, la Berliner Zeitung y va fort : *« C'est l'heure de vérité. Le sage de l'économie Jacques Attali ne s'efforce même plus de l'embellir. À la question de savoir si les craintes concernant la solvabilité de la France sont fondées, et si le pays pourrait perdre son triple A, l'expert très estimé de Nicolas Sarkozy répond simplement : Oui ».*

D'un autre côté, poursuit le journal, *« il suffit d'une petite vérification dans un livre : au cours des trente dernières années, la France n'a pas une seule fois présenté un budget équilibré. Avec un déficit de 7,1 % l'an passé, le pays affiche la plus mauvaise performance de tous les États dotés de la meilleure note. »* Pour réduire les déficits publics, le gouvernement dit vouloir respecter des objectifs très serrés. Est-ce qu'ils sont réalistes, surtout à la veille d'une campagne présidentielle ?

Le magazine Focus cite les propos rassurants de François Baroin entendus ce matin sur RTL, avant de donner la parole à Christian Schultz, un analyste de la banque Berenberg. Ce dernier estime fort possible que la France n'arrive pas à ramener cette année son déficit public à 6 % du Pib, comme elle s'en est donné l'objectif. Et cela pourrait éviter faire croître la nervosité des marchés.

Quelle que soit l'issue des promesses gouvernementales, tous s'inquiètent des retombées du cas français sur l'ensemble de la zone euro. Focus tire même la sonnette d'alarme: *« La France est, avec l'Allemagne, l'une des garantes de la stabilité de la zone. Elle en sont aussi les moteurs de croissance. N'oublions pas que de nombreux états surendettés comme l'Italie, l'Espagne, le Portugal ou la Grèce s'extirpent péniblement de la crise ou s'enlisent durablement dans la récession ».*

De l'effet tâche d'huile à l'effet boomerang, le Tagesspiegel renchérit : *« Personne ne saurait réellement prédire dans quelle mesure les engagements des banques françaises en Grèce, qui s'élèvent à hauteur de dizaines de milliards, ne pourraient pas se rabattre comme un boomerang sur les finances de sa voisine ».*

Les solutions se comptent sur les doigts d'une main, semble dire la presse : ou bien, comme le suggère Die Welt, la crise actuelle ne se résoud qu'à travers une coopération franco-allemande renforcée. Ou

bien, déclare la *Berliner Zeitung*, Nicolas Sarkozy ose mettre la rigueur au centre de sa campagne présidentielle. La *Süddeutsche Zeitung*, marquée à gauche, conclut même assez sévèrement : « *Entre deux rôles marquants de l'Histoire, Sarkozy va devoir choisir : veut-il être un candidat couronné de succès ? Ou bien un Européen ?* »

Article publié le 13 août 2011

Le rapport de l'inspection des finances sur les niches fiscales révèle deux choses terribles sur la France et la façon de la gouverner. Un, on y multiplie les avantages sous la pression des *lobbies* dans une ampleur inimaginable. Deux, le ministère des finances, qui devrait nous avoir prévenu depuis longtemps de l'inefficacité des niches, ne dit plus rien. Deux tiers d'entre elles seraient inefficaces. Coût de cette mauvaise gouvernance : 50 milliards d'euros perdus. Une paille en ces temps d'austérité.

La France, selon l'inspection des finances, a 470 niches fiscales qui permettent des dégrèvements d'impôts. Manque à gagner pour l'État : 66 milliards. Il y a aussi 68 niches sociales, qui allègent les cotisations, coût : 38 milliards d'euros. Total: 104 milliards

L'inspection des finances a visité 70 % de ces dispositifs depuis un an, en les classant par une note qui va de 0 (inefficace) à 3 (efficace). C'est fait selon une série de critères: atteinte des objectifs, effet redistributif recherché, création d'inégalités, taux de recours au dispositif... Par parenthèse, et comme pour *Standard & Poor's*, on aimerait connaître le détail de cette notation... Mais bref, résultat: 1/3 seulement des niches fiscales sont vraiment utiles. Et 2/3 des niches sociales. C'est une découverte.

Jusqu'à ce jour, on l'ignorait. L'inspection des finances n'est pas un placard. On y regroupe les meilleurs éléments de Bercy, ceux sortis de la botte de l'ENA et qui ont auparavant gravi tous les échelons des services, ou bien ceux évincés lors des changements de gouvernements. Ces inspecteurs chenus ne devraient avoir rien à perdre et ne pas négotier leurs critiques. Et non : ils semblent seulement découvrir tout cet argent, 50 milliards, jeté par les fenêtres. À quoi sert la prestigieuse inspection des finances sinon à inspecter si l'argent du contribuable est bien dépensé ? La France crée des dispositifs, sous la pression de tel ou tel lobby, elle n'évalue jamais l'impact après coup. Les gouvernements créent des lois fiscales, elles sont mauvaises, les gouvernements les gardent. Ils ont trop peur des lobbies.

Dans chaque niche, il y a un chien. Exemple : les retraités qui bénéficient d'un abattement de 10 % sur les pensions. Cela date des années 1970, quand les retraités avaient en effet un niveau de vie très inférieur aux actifs. Aujourd'hui, c'est très injuste par rapport aux contribuables qui travaillent encore. Mais pas touche aux retraités en France ! Ils votent. Autre exemple : l'immobilier, tabou dans ce pays. Le crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt ne sert à rien, dit le rapport. Il fait monter les prix immobiliers déjà flambants et il bénéficie aux plus riches. On le garde.

Il y a quand même de bonnes niches, découvre-t-on dans ce rapport: les allègements de charges sur les bas salaires (22 milliards d'euros) ou les crédits de recherche développement (2,1 milliards). Ce sont deux sujets très controversés, le soutien que leur apporte l'inspection des finances, leur sera très utile... à condition de ne pas penser que ladite inspection, niche des immobiles chiens de finances, sort finalement assez déconsidérée de ce soudain rapport... On savait que la fiscalité française était injuste, on ignorait qu'elle fut aussi scandaleusement inefficace. La campagne présidentielle donne l'occasion d'ouvrir en grand le débat sur la fiscalité française. Il est temps.

Éric Le Boucher

Article publié le 30 août 2011